

COLOMBIE

Quelle sécurité sans respect des droits humains ?

Index AI : AMR 23/061/02

Alors que l'Organisation des Nations unies étudie le rôle qu'elle pourrait jouer dans un prochain processus de paix, en réponse à une suggestion du nouveau président élu Álvaro Uribe, Amnesty International a rappelé aujourd'hui (mercredi 29 mai 2002) à quel point il était nécessaire qu'un accord humanitaire mettant la population civile à l'abri de la guerre soit au cœur de toute négociation.

“ Chaque jour, dans les régions secouées par le conflit, des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants sont victimes d'atteintes très graves à leurs droits fondamentaux et au droit international humanitaire, a souligné Amnesty International. Les tragédies, comme celle de Bojayá, dans le département du Chocó, où 119 civils non armés ont été tués par un tir de mortier artisanal venant des FARC, mettent en évidence à quel point il est urgent de protéger la vie et les droits fondamentaux de tous les civils. ”

Amnesty International est particulièrement préoccupée par la proposition du nouveau président Álvaro Uribe de créer un réseau d'un million d'informateurs pour aider les forces armées à lutter

contre les organisations rebelles armées.

“ Ceci ne ferait qu'accroître l'implication de la population civile dans le conflit, la privant ainsi de la protection dont elle est habilitée à bénéficier en application du droit international humanitaire. La proposition du président non seulement fait abstraction du droit de la population civile à ne pas être mêlée à des situations de conflit mais comporte aussi le risque de voir à nouveau se développer le mouvement paramilitaire en Colombie. Il est à craindre que les nouvelles structures de renseignements qui seraient mises en place viennent compléter la stratégie paramilitaire. ”

L'organisation a souligné à quel point il était important de lutter contre le système paramilitaire. Elle a ajouté qu'en proposant des négociations avec la guérilla et les groupes paramilitaires, il était à craindre que le nouveau président passe sous silence les liens existant entre les forces armées, et paramilitaires et qu'il ne mette donc pas l'accent sur la nécessité de combattre et démanteler ces groupes et de couper les liens qui les unissent à la force publique.

“ Un véritable processus de paix requiert que tous les responsables d'atteintes aux droits humains, qu'il s'agisse de guérilleros, de paramilitaires ou de membres de la force publique, soient déférés à la justice ” a insisté l'organisation.

Au cours de la première semaine de mai, Amnesty International s'était entretenue de questions relatives aux droits humains avec le futur président Uribe et les autres candidats à l'élection présidentielle.

“ Nous nous félicitons des déclarations que le candidat Álvaro Uribe a faites au sujet du respect des obligations internationales de la Colombie en matière de respect des droits humains, et nous souhaitons pouvoir poursuivre avec lui le débat constructif sur ce thème ainsi engagé ”, a déclaré l'organisation.

“ Cependant, nous demandons maintenant au nouveau président de la Colombie de placer les droits fondamentaux de tous les citoyens de son pays au cœur de son programme et de ses actions politiques et d'empêcher que ceux-ci soient sacrifiés au profit de la sécurité ”, a poursuivi Amnesty International. Dans son Rapport annuel, qu'elle a rendu public le 28 mai, l'organisation exprime son intime conviction qu'il n'y a pas de

“ Ceci irait à l'encontre de l'arrêt de la Cour suprême qui a qualifié d'inconstitutionnelles des mesures de ce type contenues dans la Loi de défense et de sûreté nationale. L'adoption de cette loi antiterroriste risquerait également de renforcer les mécanismes qui ont conduit à la situation d'impunité qui règne actuellement, en masquant les responsabilités en cas d'atteintes aux droits humains commises par les forces armées ou les groupes paramilitaires qui leur

dichotomie entre sécurité et droit international humanitaire et relatif aux droits humains, et que ce n'est qu'en veillant au respect de ces droits qu'une sécurité réelle et durable peut être instaurée.

“ C'est pourquoi, nous demandons au futur gouvernement de la Colombie de prendre de toute urgence des mesures concrètes pour s'attaquer de manière énergique au problème de l'impunité dont ont bénéficié jusqu'à maintenant les responsables de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire, a ajouté l'organisation. Cette impunité a créé un climat favorable à la multiplication des exactions ”.

Amnesty International a également fait part de son inquiétude face à la proposition du président nouvellement élu d'adopter une loi antiterroriste donnant, entre autres choses, des pouvoirs de police judiciaire aux forces de sécurité.

sont liés ”, a conclu Amnesty International ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org